

6 Société et Culture

Ici et ailleurs

• Islam
Début du Ramadan



Photo : Issa Ibrahim

Près d'un milliard et demi de musulmans dans le monde, ceux du Gabon compris, entament, ce samedi, le mois sacré de jeûne et de prières du ramadan, qui commémore la révélation divine reçue par le prophète Mahomed à travers le Saint Coran. Ce jeûne qui dure 29 ou 30 jours représente, pour les musulmans, un mois de piété, de charité et de frugalité.

• Urbanisme

Lagos dans 50 ans

Avec ses quelque 20 millions d'habitants, Lagos est la plus grande ville du continent africain. La mégapole, qui inspire autant de fascinations que de craintes, fête aujourd'hui sa création. Comment ses habitants l'imaginent dans les 50 prochaines années ? Pour Leye Adenle, romancière nigériane de 40 ans, en 2067, la planète prendra de l'eau de toutes parts à cause du réchauffement climatique. Mais la ville côtière géante a déjà développé une solution ingénieuse. Lagos, "la ville que même les dieux nous envient"...

• Musique

Sardou met un terme à sa carrière de chanteur



Photo : AFP

Michel Sardou, l'un des plus gros vendeurs de disques de la chanson française, projette une dernière tournée, en France, en Suisse et en Belgique, et un ultime album, avant de se consacrer au théâtre, assure-t-il, hier, dans la presse. "J'arrête de chanter. Définitivement. Je vais faire une dernière tournée et un dernier album en octobre", a indiqué au quotidien Le Parisien le chanteur de 70 ans. L'enregistrement de ce nouveau disque qui sera son 26e doit commencer "cette semaine". "Une chanson parle du pape François, une autre des figurants au cinéma", précise-t-il.

Rassemblés par F.S.L.

Sécurité alimentaire / Au sortir d'une étude sur les produits vendus sur la voie publique

Les "nike" épinglés comme jamais !

F.B.E.M
Libreville/Gabon

ON a coutume d'entendre que la consommation des aliments vendus dans la rue peut s'avérer dangereuse pour notre organisme. Si cette affirmation pouvait encore laisser de la place au doute, elle vient d'être prouvée scientifiquement.

En effet, deux enseignants-chercheurs gabonais, Jean Placide Ebang Oke et Brice Mvou Lekogo, ont entrepris d'enquêter sur ces aliments à base de viande, poisson et autres eaux de boisson, qui écumant les trottoirs de Libreville. Et le résultat est celui que l'on soupçonnait déjà.

Pour ce qui est précisément des très consommées ailes de poulets, communément appelées "nike" par les amateurs, et sur lesquelles ils ont consacré six mois d'étude, les experts en santé alimentaire sont formels : leur consommation « peut provoquer des gastro-entérites, des diarrhées san-



Photo : Jean MADOUNA

La vente d'ailes de poulets braisés, dans les rues de Libreville, est loin de se faire dans les normes d'hygiène requises. Photo de droite : Les Dr Jean Placide Ebang Oke (g) et Brice Mvou Lekogo, auteurs de l'enquête sur les aliments vendus dans les rues.



Photo : F.B.E.M

glantes, des méningites encéphalites».

Pire, la consommation de ces produits, par les femmes, « peut entraîner la naissance d'enfant souffrant de malformation (toxoplasmose), peut causer des avortements, des naissances prématurées et des morts-nés (listériose) ! »

Les chercheurs ont mené des enquêtes auprès de 39 commerçants de rue de Libreville, **Gabonais à 97%**. Le rapport note que 100% de ces commerçants réutilisent les invendus de volaille de la veille. Aussi, aucun d'entre eux ne porte-t-il de gants, de protection respiratoires, et ne dispose de matériel de désinfection. L'en-

quête révèle aussi qu'aucun de ces vendeurs de "nike" ne porte de vêtements appropriés durant le service. 13% d'entre eux se tapent même le luxe d'arborer des bagues et des bracelets durant la manipulation d'aliments. L'hygiène des locaux n'est pas en reste : les seaux en plastique, les glacières et les cuvettes sont les récipients de conservation d'aliments dominants. Quand les tables de découpe sont faites en bois (100%), et pas en matériaux recommandés (inox, par exemple). Les chercheurs déplorent également le fait que ces commerces soient situés trop près de la voie pu-

blique (3 mètres en moyenne). Pis, un commerce sur dix est situé à proximité d'un point de ramassage de poubelles. Que dire des Bonnes pratiques d'hygiène (BPH) dont aucun d'entre eux n'a jamais entendu parler ? Pour finir, aucun de ces 39 commerçants inspectés ne dispose d'une fiche sanitaire ou d'un carnet de vaccination. Jean Placide Ebang et Brice Mvou Lekogo promettent d'autres enquêtes dans le même sens, dans les jours à venir. Mais déjà, l'on peut dire que celle-ci suffit à éclairer les consommateurs de "nike" sur les dangers qui les guettent. Mieux, cette en-

quête se révèle comme une invite aux commerçants à se conformer aux bonnes pratiques d'hygiène pour leur activité. L'étude devrait, enfin, amener les pouvoirs publics, en charge de la protection des consommateurs, à accompagner ces commerçants au respect de la sécurité alimentaire. Et, pourquoi pas, à la régularisation de ce secteur, aujourd'hui "en dehors de toute fiscalité". Il faut souligner, pour finir, que la prévention de ces "toxi-infections alimentaires" va dans le sens de la médecine préventive prônée par les pouvoirs publics, en lieu et place du curatif, jugée chère ?

Alimentation de rue : un secteur à formaliser ?

F.B.E.M
Libreville/Gabon

IL est certain que l'alimentation de rue a littéralement explosé dans notre pays ces dernières années.

A l'origine de cette explosion, d'aucuns évoquent l'avènement de la journée continue, depuis janvier 2010, et qui contraint dorénavant de nombreux travailleurs à déjeuner non loin de leurs lieux d'activités. Un fait, conjugué aux si-

tuations socio-économiques qui vont en se dégradant, ajoutent les autres. Conséquences : nombre de Gabonais sont obligés de se tourner vers ces "fast-food à nous", comme les a qualifiés, un brin taquin, un jeune fonctionnaire, hier.

Mais, il est aussi des observateurs pour qui ce pan de la restauration rapide est une véritable niche d'emplois. Notamment pour les jeunes Gabonais, qui ne représentent, actuellement, que 3% de ces restaurateurs, selon la récente enquête sur la question. Mais, encore faut-il que les pouvoirs publics consentent à accompagner le secteur vers sa régularisation. C'est l'avis des chercheurs

Jean-Placide Ebang Oke et Brice Mvou Lekogo, à l'origine de l'enquête sur les produits vendus dans les rues. Ils expliquent que l'activité est lucrative, et que « cette masse financière échappe présentement à toute fiscalité ». L'État gagnerait donc par des prélèvements fiscaux, la clientèle par l'amélioration du service, et les vendeurs par un commerce plus sain et mieux encadré.

Justice/Dotation spéciale

Du matériel didactique pour les cours et juridictions du pays

R.H.A
Libreville/Gabon

LE ministre de la Justice, Garde des sceaux, Alexis Boutamba Mbina, a réuni la semaine dernière les chefs de juridictions de Libreville et de l'intérieur du pays, ainsi que les procureurs généraux et les présidents des cours. Objectif, procéder à la remise officielle d'une dotation spéciale du président de la République, Ali Bongo Ondimba.

Il s'agissait de 25 photocopieurs, 25 ordinateurs portables, 25 imprimantes Canon, 25 imprimantes multifonctions, 25 destructeurs de documents, des parapheurs, antivirus, etc. Cette dotation du chef de l'État est une réponse aux doléances posées par le personnel judiciaire lors de la tournée du Garde des



Photo : R.H.A

Le ministre de la Justice entouré des responsables de juridictions.

sceaux en décembre et mars derniers. Un véritable ouf de soulagement pour ces derniers, qui rencontraient d'énormes difficultés dans le fonctionnement de leurs différents services. « Nous sommes satisfaits de ce geste qui nous soulage véritablement. C'est un pas vers la résolution des problèmes qui minent notre maison. Maintenant, nous attendons d'autres réalisations de la part des autorités, car il faut bien l'admettre, la maison Justice n'a pas de pro-

blèmes à ce niveau », relève un heureux bénéficiaire. Mettant à profit cette rencontre, le ministre de la Justice a échangé avec ses hôtes sur les maux qui entravent le bon fonctionnement de cette administration. Insubordination, indiscipline, non respect des normes juridiques sont, entre autres, les tares soulevées par Alexis Boutamba Mbina. Il les a exhortés à plus d'abnégation pour que l'administration puisse retrouver ses lettres de noblesse.



LYBEK 2017